

LES CAUSES DE L'ISLAMISME EN ALGERIE

Luis Martinez

Peu de facteurs laissaient présager au cours de la décennie quatre-vingt qu'un parti politique islamiste (Front islamique du Salut) serait, au début de la décennie quatre-vingt dix, la principale force politique de l'Algérie. Durant cette période, la Tunisie de Bourguiba apparaissait, pour la plupart des observateurs, comme la terre d'accueil de l'islamisme au Maghreb. L'Algérie offrait ça et là des signes de la présence de ce que l'on appelait alors les "barbus" pour désigner les Frères musulmans mais rien qui ne permettait de conclure à une "montée de l'islamisme". Quelles sont les causes de l'émergence de l'islamisme en Algérie ? Trois facteurs rendent compte de l'islamisme algérien : la conjoncture politique, la faillite de l'État-FLN et le poids de l'islam dans l'histoire contemporaine de l'Algérie.

Les causes de l'émergence du FIS

La force politique de l'islamisme algérien a tenu d'abord et avant tout à sa reconnaissance par le pouvoir politique. Tout, au long de la décennie quatre-vingt, l'expression de l'islamisme se cantonne au monde universitaire et aux petits commerçants. Regroupés en ligue, les islamistes prêchent des valeurs supposées solutionner les problèmes d'une société confrontée à des difficultés socio-économiques (chômage, pénurie de logement, crise des transports, corruption, etc.). Afin d'apaiser les souffrances des plus démunis, les islamistes mettent en place une véritable "stratégie de la bienfaisance". Mais la politique des islamistes demeure invisible tant l'attention se porte durant cette période sur les effets du "printemps berbère" et les réformes du président Chadli Benjedid. Les émeutes d'octobre 1988 font voler en éclat l'image d'une Algérie "socialiste" en paix menée par un parti unique (FLN), elles révèlent les tensions profondes qui règnent tant au sommet de l'État que dans les couches les plus populaires. Contrairement aux émeutes du Caire, de Casablanca et de Tunis, celles d'Alger s'accompagnent de changements politiques radicaux.

Une nouvelle constitution inaugure le multipartisme et facilite la reconnaissance d'une cinquantaine de partis politiques dont quinze d'obédience islamiste. La démocratisation du régime algérien favorise l'émergence des partis islamistes autorisés pour la première fois dans un État arabe à participer librement aux divers scrutins électoraux. Pour le pouvoir algérien, les partis islamistes demeurent inoffensifs, bien peu de responsables algériens connaissent le travail social qu'ils réalisent. Pourtant l'aide aux sinistrés du tremblement de terre de Tipasa (29 octobre) avait donné un aperçu de la capacité du FIS à venir en aide aux plus démunis. Le contrôle de plus de la moitié des municipalités après les élections de juin 1990 lui donne la possibilité d'augmenter sa capacité de bienfaisance. Les élus municipaux islamistes mettent en place une économie fondée sur l'action sociale (distribution de logements, marchés de produits alimentaires et de livres scolaires à très bas prix, lutte contre la corruption etc.). L'argent provient tant de l'aide extérieure (le sultan saoudien Ibn Abdelaziz) que des collectes recueillies à l'intérieur. L'efficacité du travail social du FIS et le sérieux de ses militants accèdent la croyance que le "parti de l'islam" est une "solution" pour l'Algérie. Le raz de marée de juin 1990 se renouvelle aux élections législatives de décembre 1991, le FIS est en passe d'obtenir les deux tiers de l'Assemblée nationale, préalable à l'instauration d'un État islamique.

Si le travail social des militants du FIS explique ses succès politiques, l'idéologie du parti rend compte de l'engouement qui s'est répandu dans les couches populaires. L'utopie islamique s'est nourrie de la perte des idéaux de l'État-FLN (État fort, moderne et respectueux de l'islam). Les islamistes du FIS promettent l'instauration d'un État islamique fondé sur la vertu et soucieux du bien-être tant matériel que spirituel de la population. Afin de redorer le blason d'une Algérie marginalisée sur la scène internationale, en faillite sur le plan économique et en crise sur le plan politique, le FIS s'autoproclame investi d'une mission historico-religieuse visant à sauver l'Algérie de sa dérive. Parti religieux, le FIS demeure en fait une organisation politique profondément nationaliste. L'interruption du processus électoral en janvier 1992, la dissolution du FIS et la politique des arrestations massives provoquent un sentiment de haine contre le régime chez les islamistes. Convaincus de leur rôle historique, les islamistes du FIS mettent en place une guérilla susceptible de réaliser par la violence ce qui n'a pu se faire par le politique. Le bras armé du FIS, l'Armée islamique du salut, souligne que son combat s'inscrit dans la suite menée par le FLN contre la France : "Hier vous avez libéré la terre. Aujourd'hui, nous libérons l'honneur et la religion. Vous avez libéré les plaines et le Sahara, nous libérons les consciences et les esprits. Vous avez déterminé les frontières à l'intérieur desquelles nous allons appliquer les lois. Notre djihâd est la suite logique du vôtre".

La place du FIS demain ?

Loin d'être le produit d'une crise socio-économique ou les pions d'une internationale islamiste dirigée par Khartoum, Tehéran ou La Mekke, les islamistes algériens se posent en missionnaires de l'Algérie. Leur combat s'apparente à une revanche contre l'histoire contemporaine (la colonisation, la dépossession de l'identité algérienne etc.). Des thèmes qui étaient le monopole du FLN sous le président Houari Boumediène (1965-1979). L'adhésion d'une partie de la société aux idéaux du FIS a reposé sur ce sentiment de continuité, le FIS étant la relève du FLN. La défaite militaire du bras armé du FIS met-elle un terme à ses idéaux ? Il serait illusoire de croire que l'islamisme algérien est fini. L'assurance des observateurs à souligner le reflux de l'islamisme doit être relativisée au regard du constat d'une absence de mobilisation islamiste en Algérie au cours de la décennie quatre-vingt ! En fait le nouveau président algérien, Abdelaziz Bouteflika, se doit, s'il ambitionne de réaliser la "concorde civile" d'attribuer aux islamistes la représentation politique qui leur revient. Sept années après sa dissolution, le FIS n'est pas mort. Durant la campagne électorale pour l'élection présidentielle, des slogans ont réapparu dans les communes où ce parti avait réalisé des scores avoisinants les 70 % lors des élections législatives de décembre 1991. L'annonce d'une trêve par PAIS puis d'un arrêt définitif de la violence en 1999 a facilité la reprise d'un travail social et politique des anciens militants dans les communes "vertes". La reconnaissance explicite de l'échec de la stratégie de la violence a constitué la base pour élaborer une nouvelle politique dont la finalité est la réhabilitation d'un parti islamiste, soucieux de respecter la légalité et la pluralité politique en Algérie.

L'avènement d'Abdelaziz Bouteflika à la présidence a relancé la question de la réhabilitation du FIS. Certes sur cette question le nouveau président entretient le doute et manie la contradiction. Force est de constater que depuis son élection le "dossier du FIS" qui semblait "définitivement clos" sous Liamine Zéroual est à nouveau en discussion. Et c'est de façon générale la place qui est accordée aux mouvements islamistes qui se dessine. La réemergence du débat en Algérie sur la place des islamistes dans le champ politique est inhérente à la fin de la guerre civile et à ses 100.000 victimes. Tout au long de cette décennie le régime algérien s'est refusé à reconnaître l'évidence : les islamistes sont une composante importante de la société algérienne. L'analyse des qualificatifs attribués aux islamistes algériens est révélateur : au début de la décennie quatre-vingt les islamistes étaient dénommés des "FM" afin de souligner l'importation moyen-orientale, au cours de la guerre civile, afin de mieux stigmatiser leur extranéité à la société algérienne, ils furent appelés des "Afghans". Aujourd'hui, le pouvoir reconnaît enfin que ce sont bien des "enfants

égarés de l'Algérie" qui méritent la *rahma* (clémence). Cette évolution souligne comment le régime algérien est passé d'un registre de l'exclusion-éradication à la négociation-intégration des islamistes.

Quelle place Abdelaziz Bouteflika peut-il accorder aux islamistes ? A l'évidence l'ouverture faite aux islamistes dits "modérés", (parti MSP de Mahfoudh) n'a pas permis la récupération de l'électorat du FIS. En fait le nouveau président est confronté à deux défis vis-à-vis de l'islamisme : idéologique et politique. La défaite militaire des islamistes ne signifie pas que leur vision du monde n'a plus d'emprise sur la société. Le rappel de l'ancrage de l'Algérie dans l'espace et les valeurs arabo-musulmanes constitue un impératif qu'Abdelaziz Bouteflika ne manque pas de formuler. Si la lutte pour l'instauration d'un État islamique n'est plus d'actualité dans la mouvance islamiste (à l'exception du GIA), la volonté de vivre dans une société où les valeurs musulmanes soient dominantes reste très présente. Dans cette perspective, A. Bouteflika ne peut, sauf à s'exposer aux critiques, réorienter la société algérienne en supprimant par exemple le vendredi comme jour férié. Sur le plan politique, la réhabilitation d'un FIS bis apparaît possible mais extrêmement risquée. Une telle éventualité ne manquerait pas de susciter une levée de bouclier de la part des militaires et des miliciens qui ont payé le prix fort au cours de la guerre civile en luttant contre les maquis islamistes. Toutefois la réhabilitation d'un parti islamiste apparaîtra vite nécessaire si le nouveau président, en dépit du plébiscite sur le référendum pour la "concorde civile", ne parvient pas à convaincre les groupes armés islamistes encore en lutte à déposer les armes. Dans cette perspective, le président pourrait encourager la réhabilitation du FIS afin de provoquer la marginalisation du GIA. Car si l'armée devait reprendre des opérations d'envergure contre les maquis, elle ne manquerait d'affaiblir un président élu pour rétablir la paix.

En fait, au delà de la question de la place de l'islamisme, c'est le processus de la démocratisation du régime algérien qui est en jeu. Le référendum sur la réconciliation nationale a permis de souligner les mutations en cours de la société algérienne. Ainsi, sujets jusque-là tabous, les questions du FIS et de la place de l'armée ont été publiquement débattues. La réintégration des islamistes du FIS dans la communauté politique est à même de favoriser la constitution d'un "pacte culturel". La guerre de libération (1954-62) a donné naissance à l'État algérien mais a broyé sa pluralité politique dans un unanimité de façade. L'expérience dramatique de ces dernières années aura-t-elle au moins le mérite d'accorder les aspirations plurielles de la société et du pouvoir militaire ?